

(4)
[N° 140.]

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 MARS 1912.

Projet de loi approuvant le Protocole du 17 mars 1912, concernant la prorogation de l'Union internationale des sucres.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Convention du 5 mars 1902, relative au régime des sucres avait pour but, d'une part, d'égaliser les conditions de la concurrence entre les sucres de betterave et les sucres de canne des différentes provenances et, d'autre part, d'aider au développement de la consommation du sucre.

Cette Convention fut prorogée pour un terme de 5 ans, par l'acte additionnel du 28 août 1907, complété par le protocole du 19 décembre de la même année, concernant l'adhésion de la Russie à l'Union sucrière.

Ce terme de 5 ans, qui a pris cours le 1^{er} septembre 1908, arrivant à échéance le 1^{er} septembre 1913, les États contractants doivent avant le 1^{er} septembre 1912, se prononcer sur les conditions dans lesquelles il y aurait lieu, éventuellement, de prolonger à nouveau l'Union internationale.

C'est en vue d'aviser aux mesures à prendre à cet égard que la Commission permanente des sucres, munie de pouvoirs spéciaux, s'est réunie récemment à Bruxelles.

Des circonstances exceptionnelles rendaient la tâche de la Commission particulièrement délicate.

Comme vous le savez, Messieurs, la Convention initiale de 1902 avait cru réaliser le double but qu'elle s'était proposée, par la suppression des primes sur les sucres et par la limitation de la surtaxe.

Lorsque, en 1907, le Gouvernement russe demanda à adhérer à l'Union internationale, il fut reconnu que cette adhésion ne pouvait, à raison des conditions particulières de l'industrie sucrière en Russie, être subordonnée à l'adoption des règles conventionnelles générales. Au lieu donc de réclamer le remaniement de la législation fiscale et douanière de ce pays en matière sucrière, on se borna à limiter conventionnellement son contingent d'exportation annuelle; on déterminait ainsi dans des proportions jugées équitables la part que la Russie pourrait prendre dans l'approvisionnement des marchés européens.

Or, l'été de 1911 a été marqué par une période prolongée de sécheresse qui a provoqué un déficit considérable dans la production sucrière de l'Europe centrale et un renchérissement notable des prix, tandis que la Russie était favorisée par une récolte abondante.

Les conditions mises à l'adhésion de ce dernier pays ne permettaient pas d'équilibrer les situations.

Il était impossible que les négociateurs ne tinssent pas compte de cet état de choses, tout exceptionnel qu'il fût, qui se produisait au moment même où il s'agissait de renouveler la Convention.

On se mit aisément d'accord pour reconnaître que les circonstances tout à fait exceptionnelles en présence desquelles on s'était trouvé en 1911 ne devait pas avoir pour conséquence de faire modifier les bases de la Convention qui répondaient et devaient continuer à répondre à une situation normale.

D'autre part, si l'opportunité d'attribuer à la Russie un contingent extraordinaire d'exportation fut admise sans difficulté par tous les États contractants à raison de ces circonstances exceptionnelles, on s'aperçut immédiatement qu'il serait moins aisé de déterminer la quantum de ce contingent et son mode éventuel de répartition, de façon à rallier l'unanimité indispensable des suffrages.

L'intérêt de la consommation européenne était de pouvoir profiter le plus tôt possible des sucres que la Russie ne demandait qu'à lui livrer ; par contre, le trop brusque déversement sur le marché mondial d'un stock considérable de sucres pouvait amener une perturbation préjudiciable aux intérêts légitimes de la production et de nature à favoriser la spéculation.

Cela explique que les gouvernements aient désiré peser les conséquences probables des différentes combinaisons qui furent proposées, avant d'arrêter leurs décisions définitives.

J'ai la confiance, Messieurs, que la formule qui a été adoptée et qui est insérée à l'article 2 du protocole ci-annexé est de nature à concilier équitablement les intérêts en présence et, à ce titre, rencontrera votre approbation. Suivant cette formule, le contingent extraordinaire attribué à la Russie se répartira de la manière suivante :

Exercice 1911-12.	. . .	150,000 tonnes
— 1912-13.	. . .	50,000 »
— 1913-14.	. . .	50,000 »

Comme vous le remarquerez, Messieurs, la plus grande partie du contingent supplémentaire (soit 150,000 tonnes) sera exportée pendant l'exercice actuelle : elle sera aisément absorbée par la consommation.

Les 100,000 tonnes restantes seront réparties par parts égales entre les deux exercices suivants. En vue d'en faciliter l'absorption sans provoquer un mouvement factice des prix, il a été décidé que ces 50,000 tonnes attribuées à chacun des exercices 1912-13 et 1913-14 ne pourraient être exportées en une fois ; 25,000 tonnes seulement seraient imputables sur un même semestre.

C'est l'objet de la première déclaration annexée au protocole du 17 mars 1912.

Les autres déclarations qui y sont jointes ont pour but d'assurer l'exécution aussi prochaine que possible de la disposition concernant l'exportation extraordinaire concédée à la Russie.

L'article 2 du protocole indique, en son paragraphe 2, quels sont les États européens exportateurs de sucre qui doivent avoir ratifié ledit protocole pour que celui-ci entre en vigueur. Ces pays sont : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, les Pays-Bas et la Russie. Il est hautement désirable que les autres États signataires le ratifient également. Il se pourrait toutefois que cette ratification ne pût être donnée dans les délais prévus.

Pour empêcher que ce retard éventuel n'ait pour conséquence de rendre impossible l'application de la disposition attribuant à la Russie le contingent extraordinaire de 250,000 tonnes — disposition qui doit, au préalable, avoir rencontré l'assentiment de tous les États faisant actuellement partie de l'Union —, le Luxembourg, le Pérou, la Suède et la Suisse ont déclaré par un acte distinct que pour le cas où ils ne pourraient ratifier le protocole avant le premier avril 1912, ils donneraient tout au moins à cette date leur assentiment définitif à l'attribution à la Russie du contingent extraordinaire prévu à l'article 2 du Protocole.

D'autre part, la Grande-Bretagne et l'Italie, qui ont désiré attendre l'échéance normale de la convention actuellement en vigueur pour se prononcer sur les résolutions qu'elles auront à prendre pour l'avenir, ont donné par écrit la même assurance en ce qui concerne le contingent russe.

J'ai la conviction, Messieurs, que l'arrangement que, d'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation solutionne équitablement une question d'un grand intérêt économique.

Je vous serais obligé de vouloir bien, vu l'utilité qu'il y aurait à pouvoir mettre le plus tôt possible cet arrangement en vigueur, en porter l'examen à l'ordre du jour de vos plus prochaines délibérations.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant le Protocole du 17 mars 1912, concernant la prorogation de l'Union internationale des sucres.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Protocole, y compris les annexes qui en font partie intégrante, concernant la prorogation de l'Union internationale constituée par la Convention des Sucres du 5 mars 1902, signé à Bruxelles le 17 mars 1912 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Pérou, la Russie, la Suède et la Suisse sortira son plein et entier effet.

Donné à Paris, le 20 mars 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

WETSONTWERP

houdende goedkeuring van het Protocol van 17 Maart 1912, betreffende de verlenging van het Internationaal Suikerverbond.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOFEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet aan te bieden, waarvan den inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Protocol, met inbegrip der bijlagen die daarvan geheel deel uitmaken, betreffende de verlenging van het Internationaal Verbond, opgericht bij de Suikervereenkomst van 5 Maart 1902, op 17 Maart 1912 ondertekend door Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Frankrijk, Luxemburg, Nederland, Peru, Rusland, Zweden en Zwitserland zal zijne volle en algemeene kracht hebben.

Gegeven te Parys, den 20ⁿ Maart 1912.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Financiën,

PROTOCOLE

*concernant la prorogation de l'Union internationale constituée
par la Convention des sucres du 5 mars 1902.*

Les Gouvernements de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Belgique, de la France, du Luxembourg, des Pays-Bas, du Pérou, de la Russie, de la Suède et de la Suisse, ayant décidé de maintenir en vigueur après la date du 31 août 1913 l'Union internationale constituée par la Convention des sucres du 5 mars 1902, les soussignés à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les États contractants s'engagent à prolonger pour un nouveau terme de cinq ans, qui prendra cours le 1^{er} septembre 1913, la Convention relative au régime des sucres du 5 mars 1902, telle qu'elle a été amendée et complétée par le Protocole du 26 juin 1906 relatif à l'accession de la Suisse, par l'Acte additionnel à ladite Convention du 28 août 1907 et par le Protocole du 19 décembre 1907 relatif à l'adhésion de la Russie, — sous réserve de l'attribution à la Suisse du droit de vote que le Protocole du 26 juin 1906 ne lui avait pas accordé et sous réserve également des dispositions faisant l'objet de l'article 2 ci-après.

Lesdits États contractants renoncent, en conséquence, à user de la faculté que leur concédait l'article 10 de la Convention du 5 mars 1902, quant à la dénonciation de cet acte diplomatique.

ART. 2.

Le contingent d'exportation de 200,000 tonnes accordé à la Russie par l'article 3 du Protocole du 19 décembre 1907 pour chacun des quatre exercices compris entre le 1^{er} septembre 1909 et le 31 août 1913 est maintenu pour chacun des cinq exercices compris entre le 1^{er} septembre 1913 et le 31 août 1918.

Prenant en considération le fait que, par suite de circonstances exceptionnelles, il s'est produit, en 1911-1912, simultanément une pénurie de sucre et une élévation considérable du prix sur le marché mondial, les États contractants consentent à ce que la Russie bénéficie d'un contingent extraordinaire, qui sera réparti comme suit :

Exercice 1911-1912	150,000 tonnes.
Exercice 1912-1913	50,000 tonnes.
Exercice 1913-1914	50,000 tonnes.

ARTICLE 3.

Le présent Protocole sera ratifié et les ratifications en seront déposées à Bruxelles, au Ministère des Affaires Étrangères, le plus tôt possible et, en tous cas, avant le 1^{er} avril 1912.

Il deviendra obligatoire de plein droit à cette date s'il a été ratifié au moins par les États européens exportateurs de sucre spécifiés ci-après : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, France, Pays-Bas, Russie.

Cette éventualité se trouvant réalisée, les autres États signataires du présent Protocole qui ne l'auraient pas ratifié à la date précitée pourront néanmoins, en le ratifiant avant le 1^{er} septembre de la même année, continuer à faire partie de l'Union internationale aux conditions qui leur sont faites actuellement et pour toute la durée du présent Protocole, pourvu que, avant le 1^{er} avril 1912, ils aient donné leur assentiment définitif à l'attribution à la Russie du contingent extraordinaire prévu à l'article 2 du présent Protocole. Ils ne pourront, en aucun cas, se prévaloir de la clause de tacite reconduction visée à l'article 10 de la Convention du 3 mars 1902 pour continuer, d'année en année, leur participation à l'Union.

ARTICLE 4.

Dans la session qui précédera le 1^{er} septembre 1917, la Commission permanente statuera par un vote d'unanimité sur le régime qui serait celui de la Russie au cas où elle serait disposée à continuer sa participation à la Convention au delà du terme du 1^{er} septembre 1918.

Dans le cas où la Commission ne pourrait se mettre d'accord, la Russie serait considérée comme ayant dénoncé la Convention pour cesser effet à compter du 1^{er} septembre 1918.

ARTICLE 5.

Il sera loisible à chacun des États contractants de se retirer de l'Union à partir du 1^{er} septembre 1918 moyennant préavis d'un an ; dès lors, les dispositions de l'article 10 de la Convention du 3 mars 1902 concernant la dénonciation et la tacite reconduction redeviendront applicables.

En foi de quoi, les soussignés, Plénipotentiaires des États respectifs, ont signé le présent Protocole.

Fait à Bruxelles, le 17 mars 1912, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour l'Allemagne :

Signé : VON FLOTOW.

» HERMANN MEHLHORN.

» KEMPFF.

Pour l'Autriche-Hongrie :

Signé : Comte CLARY ET ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

Signé : LEOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

Signé : TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

Signé : CAPELLE.

Pour la France :

Signé : A. KLOBUKOWSKI.

» A. DELATOUR.

Pour le Luxembourg :

Signé : Le Comte d'ANSEMBOURG.

Pour les Pays-Bas :

Signé : O. D. VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

Pour le Pérou :

Signé : TELÉMAGO ORIHUELA.

Pour la Russie :

Signé : KOUDACHEFF.

Pour la Suède :

Signé : F. DE KLERCKER.

Pour la Suisse :

Signé : JULES BOREL.

Pour copie conforme :

*Le Président
de la Commission internationale,*

CAPELLE.

Certifié par le Secrétaire Général
du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique,

BON VAN DER ELST.

DÉCLARATIONS

relatives à l'attribution à la Russie du contingent extraordinaire prévu à l'article 2 du Protocole du 17 mars 1912, concernant la prorogation de l'Union internationale des sucres.

PREMIÈRE DÉCLARATION

Les soussignés, au moment de procéder à la signature du Protocole concernant la prorogation de l'Union internationale des sucres, déclarent ce qui suit :

La répartition des deux contingents supplémentaires de 50,000 tonnes attribués à la Russie pour les exercices 1912-1913 et 1913-1914 se fera de telle manière que la quotité du contingent extraordinaire pour chacun des quatre semestres compris entre le 1^{er} septembre 1912 et le 31 août 1914 ne dépasse pas 25,000 tonnes.

Pour l'Allemagne :

Signé : VON FLOTOW.

» HERMANN MEHLHORN.

» KEMPF.

Pour l'Autriche-Hongrie :

Signé : COMTE CLARY ET ALDRINGEN.

Pour l'Autriche :

Signé : LEOPOLD JOAS.

Pour la Hongrie :

Signé : TELESZKY JANOS.

Pour la Belgique :

Signé : CAPELLE.

Pour la France :

Signé : A. KLOBUKOWSKI.

» A. DELATOUR.

Pour le Luxembourg :

Signé : LE COMTE D'ANSEBOURG.

Pour les Pays-Bas :

Signé : O. D. VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

Pour le Pérou :

Signé : TELÉMACO ORIHUELA.

Pour la Russie :

Signé : KOUDACHEFF.

Pour la Suède :

Signé : F. DE KLERCKER.

Pour la Suisse :

Signé : JULES BOREL.

DEUXIÈME DÉCLARATION.

Les soussignés, au moment de procéder à la signature du Protocole concernant la prorogation de l'Union internationale des sucres, sont autorisés à déclarer ce qui suit :

Les Gouvernements qu'ils représentent s'engagent, pour le cas où ils ne pourraient ratifier le Protocole précité avant le 1^{er} avril 1912, à donner, tout au moins à cette date, leur assentiment définitif à l'attribution à la Russie du contingent extraordinaire prévu à l'article 2 dudit Protocole.

En foi de quoi, ils ont signé la présente Déclaration.

Fait à Bruxelles, le 17 mars 1912, en un seul exemplaire original, dont une copie conforme sera délivrée à chacun des Gouvernements signataires.

Pour le Luxembourg :

Signé : LE COMTE D'ANSEMBOURG.

Pour le Pérou :

Signé : TELÉMACO ORIHUELA

Pour la Suède :

Signé : F. DE KLERCKER.

Pour la Suisse :

Signé : JULES BOREL.

TROISIÈME DÉCLARATION.

Le soussigné est autorisé à déclarer que le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie donne son assentiment à l'attribution à la Russie du contingent extraordinaire pour les exercices 1911-1912 et 1912-1913.

Bruxelles, le 17 mars 1912.

Signé : COSTA.

NOTE

*adressée par M. le Ministre de la Grande-Bretagne à Bruxelles
à M. le Ministre des Affaires Étrangères de Belgique.*

(Traduction.)

Bruxelles, le 17 mars 1912.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Sous la date du 18 décembre 1907, mon prédécesseur sir A. Hardinge a adressé une note à Votre Excellence annonçant qu'il était autorisé à signer le protocole relatif à l'adhésion de la Russie à la Convention des sucres sous la réserve que l'assentiment du Gouvernement de Sa Majesté Britannique se bornait aux dispositions permettant à la Russie d'adhérer à la Convention et n'impliquait pas un assentiment à la stipulation visant l'exportation du sucre russe.

En présence de cette réserve, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique considère que son assentiment n'est pas nécessaire pour l'augmentation de l'exportation russe prévue par le Protocole qui a fait l'objet des récentes discussions de la Commission internationale des sucres, vu que cet assentiment n'a jamais été donné à la restriction de celle-ci, et en conséquence, il ne se propose pas de m'autoriser à signer ce Protocole, qui prévoit une augmentation de l'exportation du sucre russe en même temps que le renouvellement de la Convention pour une période de cinq années à partir du 1^{er} septembre 1913. Néanmoins, pour éviter toute possibilité de malentendu à ce sujet, je suis chargé par le Principal Secrétaire d'État pour les Affaires Étrangères de Sa Majesté Britannique de déclarer formellement que le Gouvernement de Sa Majesté Britannique ne voit aucune objection à l'augmentation de l'exportation russe pour la présente année et pour les années ultérieures de la continuation de la Convention, et je dois prier Votre Excellence de vouloir bien communiquer le contenu de cette note aux autres membres de l'Union sucrière, en les priant d'en prendre acte.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Signé : F. H. VILLIERS.

Pour copie conforme :

*Le Président
de la Commission internationale,*

CAPELLE.

Certifié par le secrétaire général
du Ministère des Affaires Étrangères de Belgique,

BON VAN DER ELST.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 MAART 1912.

Ontwerp van Wet houdende goedkeuring van het Protocol van 17 Maart 1912,
betreffende de verlenging van het Internationaal Suikerverbond.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De Overeenkomst van 3 Maart 1902 betreffende de suikerbelasting beoogde — enerzijds — gelijkheid te brengen in de onderlinge mededinging van beetwortelsuiker en rietsuiker van verschillende herkomst en — anderzijds — de toeneming van het suikerverbruik te bevorderen.

Die Overeenkomst werd voor een termijn van 3 jaar verlengd door de toegevoegde Akte van 28 Augustus 1907, aangevuld door het Protocol van 19 December van hetzelfde jaar betreffende de toetreding van Rusland tot het Suikerverbond. Daar die termijn, dewelke loopt van 1 September 1908, vervalt op 1 September 1913, moeten de Verdragstaten vóór 1 September 1912 uitspraak doen omtrent de voorwaarden waarin, in voorkomend geval, het internationaal Verbond zou dienen voor een nieuwen termijn in werking te blijven.

Om te dien opzichte maatregelen te beramen, is de Bestendige Suikercommissie, met bijzondere volmacht voorzien, onlangs te Brussel bijeengekomen.

Door buitengewone omstandigheden was de taak der Commissie bijzonder kiesch.

Zooals U bekend is, Mijne Heeren, had men door de eerste Overeenkomst van 1902 gemeend het beoogde tweevoudig doel te bereiken door de afschaffing van de premiën op de suiker en door de beperking van de overbelasting.

Toen, in 1907, de Russische Regeering vroeg om toe te treden tot het internationaal Verbond, werd erkend dat, uit hoofde der bijzondere omstandigheden waarin de suikernijverheid in Rusland verkeert, de in de Overeenkomst behelsde algemeene voorwaarden voor die toetreding niet konden gelden. In stede dus van de herziening te vorderen van de in zake belasting en tol geldende Russische wetgeving op de suiker, vergenoegde men zich, door eene overeenkomst, de door bedoeld land jaarlijks uit te voeren hoe-

veelheid suiker te beperken; aldus werd in billijk geachte verhandelingen het aandeel bepaald dat Rusland nemen mocht in den suikeraanvoer op de Europeesche markten.

Echter werd de Zomer van 1911 gekenschetst door eene aanhoudende droogte die een aanzienlijk tekort veroorzaakte in de suikervoortbrenging van Midden-Europa en de prijzen merkkelijk deed rijzen, terwijl Rusland begunstigd werd door een overvloedigen oogst.

De tot de toetreding van dit land gestelde voorwaarden lieten niet toe, den toestand in evenwicht te brengen.

Noodzakelijk moesten de onderhandelaars rekening houden met dien staat van zaken, hoe uitzonderlijk ook, die ontstond juist op het oogenblik waarop de overeenkomst diende vernieuwd.

Het kostte geene moeite om eensgezind te erkennen, dat de gansch uitzonderlijke omstandigheden, die zich hadden voorgedaan in 1911, niet hoefden voor gevolg te hebben de grondslagen der overeenkomst te doen wijzigen die strookten en verder moesten strooken met een gewonen toestand. Werd het, uit hoofde van die uitzonderlijke omstandigheden, door al de Verdragsluitende Staten gereedelijk erkend, dat het wenschelijk was aan Rusland toe te staan eene buitengewone hoeveelheid uit te voeren, zoo zag men anderzijds dadelijk in, dat het minder gemakkelijk zou wezen die hoeveelheid te bepalen en, in voorkomend geval, derwijze te verdeelen dat daartoe de onmisbare eenparigheid van stemmen verkregen worde.

Het belang van de Europeesche verbruikers vergde, dat zoo spoedig mogelijk voordeel kon worden gehaald uit de hoeveelheid suiker die Rusland hun volgaarne wilde leveren; daarentegen kon de te schielijke toevoer ter wereldmarkt van een aanzienlijken stock suiker eene storing verwekken, die nadeelig mocht wezen voor de rechtmatige belangen der voortbrengers en van aard om speculatie te bevorderen.

Zoo is het verklaarbaar dat de Regeeringen wenschten de vermoedelijke gevolgen te dragen van de verschillende voorgestelde oplossingen, vooraleer bepaald te beslissen.

Ik vertrouw, Mijne Heeren, dat de formule die aanvaard werd en die opgenomen is in artikel 2 van bijgaand Protocol, van aard is om billijkerwijze al de betrokken belangen overeen te brengen en, uit dien hoofde, uwe goedkeuring te verwerven. Volgens die formule, wordt de aan Rusland toegestane buitengewone hoeveelheid verdeeld als volgt :

Dienstjaar 1911-12	. . .	150,000 ton.
— 1912-13	. . .	50,000 „
— 1913-14	. . .	50,000 „

Zooals gij bemerken zult, Mijne Heeren, wordt het grootste gedeelte van de bijkomende hoeveelheid (150,000 ton) uitgevoerd tijdens het loopend dienstjaar ; het zal gemakkelijk verbruik vinden.

De overige 100,000 ton worden bij gelijke deelen verdeeld over de twee volgende dienstjaren. Ten einde er het verbruik van te vergemakkelijken,

zonder eene kunstmatige beweging in de prijzen te verwekken, werd besloten dat die 50,000 ton, toegestaan voor elk van de dienstjaren 1912-13 en 1913-14, niet ineens mochten uitgevoerd worden; enkel 25,000 ton zouden toegestaan worden voor eenzelfde halfjaar.

Daartoe strekt de eerste verklaring, toegevoegd aan het Protocol van 17 Maart 1912.

De andere verklaringen, die daarbij zijn gevoegd, hebben tot doel zoo spoedig mogelijk de uitvoering te verzekeren van de bepaling betreffende den aan Rusland toegestane buitengewonen uitvoer.

Bij artikel 2, § 2, van het Protocol, zijn de suikeruitvoerende Europeesche Staten aangewezen die voormeld Protocol moeten bekrachtigd hebben opdat het in werking kunne treden.

Die landen zijn : Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Frankrijk, Nederland en Rusland. Het is hoogst wenschelijk dat de andere onderteekende Staten het insgelijks bekrachtigen. Het zou echter kunnen gebeuren, dat die bekrachtiging niet kunne gegeven worden binnen de gestelde termijnen. Om te voorkomen dat die gebeurlijke vertraging voor gevolg hebbe de toepassing van de bepaling, waarbij aan Rusland toegestaan wordt de buitengewone hoeveelheid van 250,000 ton uit te voeren, onmogelijk te maken, — bepaling die, vooraf, moet goedgekeurd zijn door al de thans tot het Verbond toetgetreden Staten, — hebben Luxemburg, Peru, Zweden en Zwitserland bij afzonderlijke Akte verklaard dat, mochten zij het Protocol niet vóór 1 April 1912 kunnen bekrachtigen, zij ten minste op dien dag hunne bepaalde toestemming zouden verleen en tot den bij artikel 2 van het Protocol aan Rusland toegestane buitengewonen uitvoer.

Anderzijds hebben Groot-Britannië en Italië, die verlangden den gewonen vervaltijd van de thans in werking zijnde overeenkomst af te wachten, vooraleer uitspraak te doen omtrent de besluiten die zij voor de toekomst dienen te nemen, schriftelijk dezelfde verzekering gegeven wat betreft den Russischen uitvoer.

Ik ben overtuigd, Mijne Heeren, dat door de schikking die ik, naar 's Konings bevelen, de eer heb aan uwe goedkeuring voor te leggen, op billijke wijze, eene vraag van groot economisch belang wordt opgelost.

Uit hoofde van het nut dat eraan verbonden is, die schikking zoo spoedig mogelijk in werking te stellen, zou ik U dankbaar zijn, wildet gij het onderzoek ervan op het dagorde brengen van uwe eerstkomende beraadslagingen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

J. DAVIGNON.

PROJET DE LOI

approuvant le Protocole du 17 mars 1912, concernant la prorogation de l'Union internationale des sucres.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Étrangères et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires Étrangères est chargé de présenter, en Notre nom, aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Protocole, y compris les annexes qui en font partie intégrante, concernant la prorogation de l'Union internationale constituée par la Convention des Sucres du 5 mars 1902, signé à Bruxelles le 17 mars 1912 entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Pérou, la Russie, la Suède et la Suisse, sortira son plein et entier effet.

Donné à Paris, le 20 mars 1912.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Étrangères,

J. DAVIGNON.

Le Ministre des Finances,

M. LEVIE.

ONTWERP VAN WET

houdende goedkeuring van het Protocol van 17 Maart 1912, betreffende de verlenging van het Internationaal Suikerverbond.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en van Onzen Minister van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken is gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet aan te bieden, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

Het Protocol, met inbegrip der bijlagen die daarvan eigenlijk deel uitmaken, betreffende de verlenging van het Internationaal Verbond, opgericht bij de Suikervereenkomst van 5 Maart 1902, op 17 Maart 1912 ondertekend door Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Frankrijk, Luxemburg, Nederland, Peru, Rusland, Zweden en Zwitserland zal zijne volle en algeheele kracht hebben.

Gegeven te Parys, den 20ⁿ Maart 1912.

Van 's Konings wege :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

De Minister van Financiën,

(Vertaling).

PROTOCOL

betreffende de verlenging van het Internationaal Verbond, opgericht bij de Suikerovereenkomst van 5 Maart 1902.

De Regeeringen van Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Frankrijk, Luxemburg, Nederland, Peru, Rusland, Zweden en Zwitserland, besloten hebbende het Internationaal Verbond — opgericht bij de Suikerovereenkomst van 5 Maart 1902, — na 31 Augustus 1913 in werking te houden, zijn de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, overeengekomen omtrent hetgeen volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

De Verdragsluitende Staten verbinden zich, de Overeenkomst betreffende de suikerbelasting van 5 Maart 1902, zooals zij verbeterd en aangevuld werd door het Protocol van 26 Juni 1906 nopens Zwitserland's toetreding, door de toegevoegde Akte tot die Overeenkomst van 28 Augustus 1907 en door het Protocol van 19 December 1907 betreffende Rusland's toetreding, te verlengen voor een nieuwen termijn van vijf jaren, aanvang nemende op 1 September 1913, onder voorbehoud dat aan Zwitserland het stemrecht worde toegekend, welk het Protocol van 26 Juni 1906 hetzelfde niet had verleend en nog onder voorbehoud van de bepalingen welke het voorwerp van verderstaand artikel 2 uitmaken.

Bedoelde Verdragsluitende Staten verzaken er dienvolgens aan, gebruik te maken van de hun bij artikel 10 van de Overeenkomst van 5 Maart 1902 vergunde bevoegdheid, wat betreft de opzegging dezer diplomatieke akte.

ART. 2.

De hoeveelheid ten uitvoer van 200,000 ton, aan Rusland vergund bij artikel 3 van het Protocol van 19 December 1907 voor elk der vier dienstjaren begrepen tusschen 1 September 1909 en 31 Augustus 1913, blijft behouden voor elk der vijf dienstjaren begrepen tusschen 1 September 1913 en 31 Augustus 1918.

In aanmerking nemende dat, ten gevolge van uitzonderlijke omstandigheden, zich in 1911-1912 tevens eene schaarschte aan suiker en eene aanzienlijke prijsverhooging op de wereldmarkt voordeden, stemmen de Verdragsluitende Staten er in toe, dat Rusland eene buitengewone hoeveelheid toegestaan worde, welke zal verdeeld worden als volgt :

Dienstjaar 1911-1912.		150,000 ton
— 1912-1913.		50,000 —
— 1913-1914.		50,000 —

ART. 3.

Dit Protocol zal bekrachtigd worden en de akten van bekrachtiging zullen te Brussel, op het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, worden neergelegd zoohaast mogelijk, en, in alle geval, vóór 1 April 1912.

Het zal op dien dag met volle recht verbindend worden, zoo het ten minste door navermelde suikeruitvoerende Europeesche Staten : Duitschland, Oostenrijk-Hongarije, België, Frankrijk, Nederland, Rusland, werd bekrachtigd.

Zoo deze bekrachtiging geschied is, kunnen de andere Staten welke dit Protocol onderteekend, doch het op bedoelden dag nog niet bekrachtigd hebben, niettemin, mits hetzelfde vóór 1 September van hetzelfde jaar te bekrachtigen, blijven deel uitmaken van het International Verbond, tegen de thans voor hen geldende voorwaarden en voor gansch den duur van dit Protocol, zoo zij vóór 1 April 1912 hunne bepaalde instemming hebben gegeven in de toekenning, aan Rusland, van de bij artikel 2 van dit Protocol voorziene buitengewone hoeveelheid. Zij kunnen in geen geval de bepaling van stilzwijgende vernieuwing, bedoeld bij artikel 10 van de Overeenkomst van 5 Maart 1902, inroepen om, van jaar tot jaar, hunne deelneming aan het Verbond voort te zetten.

ARTIKEL 4.

In den loop van den zittijd vóór 1 September 1917 zal de Bestendige Commissie, bij algemeenschap van stemmen beslissen aan welke behandeling Rusland zou onderworpen worden, zoo het na 1 September 1918, aan de Overeenkomst wilde blijven deelnemen.

Mocht die Commissie het niet eens worden, dan zou Rusland worden beschouwd alsof het de Overeenkomst had opgezegd, om van den 1^{en} September 1918 af buiten werking te treden.

Elk der Verdragsluitende Staten zal bevoegd wezen, te rekenen van 1 September 1918, uit het Verbond te treden, mits verwittiging van één jaar te voren; van toen af zal het bepaalde bij artikel 10 van de Overeenkomst van 5 Maart 1902 betreffende opzegging en stilzwijgende vernieuwing weder van toepassing worden gesteld.

Ten blijk van waarvan de ondergeteekenden, gevolmachtigden der wederzijdsche Staten, dit Protocol hebben onderteekend.

Gedaan te Brussel, den 17^{en} Maart 1912, in een enkel oorspronkelijk exemplaar, waarvan een echt afschrift zal worden overhandigd aan elke der Regeeringen die het Protocol onderteekend hebben.

Voor Duitschland :

Geteekend : von FLOTOW.

» HERMANN MEHLHORN.

» KEMPFF.

Voor Oostenrijk-Hongarije :

Geteekend : COMTE CLARY ET ALDRINGEN.

Voor Oostenrijk :

Geteekend : LEOPOLD JOAS.

Voor Hongarije :

Geteekend : TELESZKY, JANOS.

Voor België :

Geteekend : CAPELLE.

Voor Frankrijk :

Geteekend : A. KLOBUKOWSKI;
» A. DELATOUR.

Voor Luxemburg :

Geteekend : Le Comte d'ANSEMBOURG.

Voor Nederland :

Geteekend : O. D. VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

Voor Peru :

Geteekend : TELÉMACO ORIHUELA.

Voor Rusland :

Geteekend : KOUDACHEFF.

Voor Zweden :

Geteekend : F. DE KLERCKER.

Voor Zwitserland :

Geteekend ; JULES BOREL.

Voor echt afschrift :

*De Voorzitter der Internationale
Commissie,
CAPELLE.*

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris
van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken
van België,
B^{ou} VAN DER ELST.

(Vertaling)

VERKLARINGEN

betreffende de toekenning, aan Rusland, van de buitengewone hoeveelheid, voorzien bij artikel 2 van het Protocol van 17 Maart 1912, betreffende de verlenging van het Internationaal Suikerverbond.

EERSTE VERKLARING

De ondergeteekenden, op het punt staande om over te gaan tot het onderteekenen van de Overeenkomst betreffende de verlenging van het Internationaal Suikerverbond, verklaren hetgeen volgt :

De beide bijkomende hoeveelheden van 30,000 ton, aan Rusland toegekend voor de dienstjaren 1912-1913 en 1913-1914 zullen terwijze verdeeld worden, dat het bedrag van de buitengewone hoeveelheid voor elk der vier halfjaren, begrepen tusschen 1 September 1912 en 31 Augustus 1914, de 23,000 ton niet overschrijde.

Voor Duitschland :

Geteekend : VON FLOTOW.

» HERMANN MEHLHORN.

» KEMPF.

Voor Oostenrijk-Hongarije :

Geteekend : Comte CLARY ET ALDRINGEN.

Voor Oostenrijk :

Geteekend : LEOPOLD JOAS.

Voor Hongarijë :

Geteekend : TELESKY JANOS.

Voor België :

Geteekend : CAPELLE.

Voor Frankrijk :

Geteekend : A. KLOBUKOWSKI.

» A. DELATOUR.

Voor Luxemburg :

Geteekend : Le COMTE D'ANSEMBOURG.

Voor Nederland :

Geteekend : O. D. VAN DER STAAL DE PIERSHIL.

Voor Peru :

Geteekend : TELÉMACO ORIHUELA.

Voor Rusland :

Geteekend : KOUDACHEFF.

Voor Zweden :

Geteekend : F. DE KLERCKER.

Voor Zwitserland ;

Geteekend : JULES BOREL.

TWEEDE VERKLARING.

De ondergeteekenden, op het punt staande om over te gaan tot het onderteekenen van het Protocol betreffende de verlenging van het Internationaal Suikerverbond, zijn gemachtigd te verklaren hetgeen volgt :

De Regeeringen welke zij vertegenwoordigen, verbinden zich, voor het geval zij vóór 1 April 1912 bedoeld Protocol niet konden bekrachtigen, allerminstens op dien dag hare bepaalde instemming te geven, dat aan Rusland de buitengewone hoeveelheid toegekend worde, welke voorzien is bij artikel 2 van bedoeld Protocol.

Ten blijke waarvan zij deze Verklaring hebben onderteekend.

Gedaan te Brussel, den 17^e Maart 1912, in een enkel oorspronkelijk exemplaar, waarvan een echt afschrift zal worden overhandigd aan elke der Regeeringen die de Verklaring hebben onderteekend.

Voor Luxemburg :

Geteekend : LE COMTE D'ANSEMBOURG.

Voor Peru :

Geteekend : TELÉMACO ORIHUELA.

Voor Zweden :

Geteekend : A. DE KLERCKER.

Voor Zwitserland :

Geteekend : JULES BOREL.

DERDE VERKLARING.

De ondergeteekende is gemachtigd te verklaren, dat de Regeering van Zijne Majesteit den Koning van Italië toestemt in de toekenning, aan Rusland, van de buitengewone hoeveelheid voor de dienstjaren 1911-1912 en 1912-1913.

Brussel, 17 Maart 1912.

(get.) COSTA.

NOTA

*gestuurd door den Heer Minister van Groot-Britannië te Brussel,
aan den Heer Minister van Buitenlandsche Zaken van België.*

(Vertaling.)

Brussel, 17 Maart 1912.

MIJNHEER DE MINISTER,

Onder dagteekening van 18 December 1907 stuurde mijn voorganger, sir A. Hardinge, aan Uwe Excellentie eene nota, om aan te kondigen dat hij gemachtigd was, het protocol betreffende de toetreding van Rusland tot de Suikervereenkomst te teekenen, onder voorbehoud dat de toestemming van de Regeering Zijner Britsche Majesteit zich beperkte bij de bepalingen die Rusland toelieten tot de Overeenkomst toe te treden, en geenszins eene toestemming in de bepaling omtrent den Russischen suikeruitvoer in zich sloot.

Met het oog op dit voorbehoud, acht de Regeering Zijner Britsche Majesteit, dat hare instemming niet noodig is voor de door het Protocol voorziene vermeerdering van den Russischen uitvoer, welke het voorwerp uitmaakte van de onlangs gehouden besprekingen van de Internationale Suikercommissie, vermits die toestemming nooit gegeven werd tot het beperken van denzelfden en, dienvolgens, is zij niet voornemens mij te machtigen dat Protocol te onderteekenen, dat eene vermeerdering van den Russischen suikeruitvoer en tevens de vernieuwing van de Overeenkomst voor een termijn van vijf jaren te rekenen van 1 September 1913 voorziet. Evenwel, om alle mogelijkheid van een misverstand dienaangaande te vermijden, ben ik door den Eerstaanwezenden Staats-Secretaris voor de Buitenlandsche Zaken van Zijne Britsche Majesteit belast, uitdrukkelijk te verklaren dat de Regeering Zijner Britsche Majesteit geenerlei tegenwerping maakt tegen de vermeerdering van den Russischen uitvoer voor dit jaar en voor de verdere jaren van de

voortzetting der Overeenkomst, en ik moet Uwe Excellentie bidden den inhoud dezer nota gelieven mede te deelen aan de andere leden van het Suikerverbond, met verzoek daarvan akte te nemen.

Ik neem de gelegenheid te baat, Mijnheer de Minister, om Uwe Excellentie de verzekering mijner hoogachting te vernieuwen.

(get.) F. H. VILLIERS.

Voor echt afschrift :

*De Voorzitter
der Internationale Commissie,*

CAPELLE.

Gewaarmerkt door den Algemeenen Secretaris
van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken van België.

B^o VAN DER ELST.

